|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli - 1/2 | Mars 2018 |
| Deux hommes portés disparus depuis un an | |
| Soudan du Sud / Kenya | |
| Dong Samuel Luak et Aggrey Ezbon Idri | |

|  |
| --- |
| Dong Samuel Luak et Aggrey Ezbon Idri ont disparu les 23 et 24 janvier 2017 respectivement. Dong Samuel Luak a été vu pour la dernière fois le 23 janvier 2017 vers 21 heures à Nairobi, alors qu’il s’apprêtait à prendre un bus pour rentrer chez lui. Il n’est jamais arrivé à destination et n’a depuis lors plus été joignable par téléphone.  Aggrey Ezbon Idri a été vu pour la dernière fois le 24 janvier 2017 vers 8 heures du matin dans le quartier de Kilimani, à Nairobi. Tous deux critiquaient ouvertement les autorités sud-soudanaises, notamment sur Facebook, au moment de leur disparition.  Selon des sources dignes de foi, ces deux hommes ont été détenus par les autorités kenyanes et risquaient d’être expulsés à tout moment. Le Soudan du Sud et le Kenya ont cependant nié les détenir et n’ont fourni aucune information quant à l’endroit où ils se trouvent.  Amnesty International a obtenu confirmation que les deux hommes ont été placés en détention dans une prison située au siège du Service national de la sûreté (NSS) à Djouba, au Soudan du Sud, le 25 janvier 2017 vers midi. Ils ont été emmenés ailleurs le 27 janvier 2017 et on est sans nouvelles d’eux depuis lors.  La disparition forcée de ces deux hommes semble avoir été orchestrée en collaboration entre les forces de sécurité kenyanes et sud-soudanaises. Remarque : Veuillez noter que bien que Dong Samuel Luak n’ait à notre connaissance pas encouragé la violence, le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan-Opposition (MPLS/APLS-Opposition), avec qui il a des liens, a encouragé un règlement violent du conflit au Soudan du Sud. Par conséquent, nous ne pouvons pas le qualifier de prisonnier d’opinion. Veuillez également noter que nous qualifions Dong Samuel Luak de défenseur des droits humains et Aggrey Ezbon Idri de détracteur du gouvernement. |

|  |
| --- |
| Proposition et revendications en français |
| Veuillez écrire des lettres courtoises en anglais ou en français **aux gouvernements du Kenya et du Soudan du Sud**. Appelez-les à révéler où se trouvent Dong Samuel Luak et Aggrey Ezbon Idri et à veiller à qu’ils puissent contacter leurs proches et les avocats de leur choix ;  Priez-les instamment de justifier publiquement la détention de ces deux hommes, s’ils sont détenus, en démontrant son fondement juridique, ou de les libérer sans délai ;  Demandez au gouvernement kenyan de diligenter sans délai une enquête efficace et impartiale sur les circonstances de la disparition des deux hommes et d’amener les responsables présumés à rendre des comptes. |
|  |
| **🡪** Vous trouverez **deux modèles de lettre** en français sur les **pages 3 et 4**. |

**Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |  |
| --- | --- |
| Lettre courtoise au … | |
| **\* … PRÉSIDENT DU SOUDAN DU SUD:**  President Salva Kiir Mayardit **c./o.** Permanent Mission of the Republic of South Sudan to the United Nations 336 East 45th Street 5th Floor New York, NY 10017 USA  Twitter : @RepSouthSudan  **🡪** Formule d’appel : Your Excellency, / Monsieur le Président, | **… PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KENYA:**  President H.E Uhuru Kenyatta Office of the President Harambee Avenue Nairobi, KENYA  Twitter : @UKenyatta  **🡪** Formule d’appel : Your Excellency, / Monsieur le Président,   **… INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA POLICE DU KENYA:**  Joseph Boinnet Office of the Inspector General Kenya National Police service 4th Floor, Jogoo House ‘A’, Taifa Road P O Box 44249-00100  Nairobi, KENYA  Twitter : @JBoinnet  **🡪** Formule d’appel : Dear Inspector General, / Monsieur, |
| **\***Remarque : Il n’existe pas de services postaux au Soudan du Sud. |

|  |
| --- |
| Messages de solidaritÉ |
| Les cartes et lettres de solidarité adressées aux familles de Dong Samuel Luak et Aggrey Ezbon Idri peuvent être envoyées à l’adresse ci-dessous. L’équipe veillera à ce qu’elles soient transmises aux familles.  South Sudan Team, Amnesty International / Regional Office for East Africa, the Horn and the Great Lakes / 3rd Floor, Parkfield Building / P.O. Box 1527 – 00606 / Nairobi / KENYA |

|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli -2/2 | mARS 2018 |
| Prisonnier d’opinion maintenu en détention provisoire depuis deux ans | |
| rUSSIE / Ukraine | |
| Emir-Ousseïn Koukou | |

|  |
| --- |
| Emir-Ousseïn Koukou est un défenseur des droits humains de Crimée, en Ukraine. Membre du Groupe de contact de Crimée pour les droits de l’homme depuis 2014, Emir-Ousseïn Koukou s’est opposé pacifiquement à l’occupation russe de la Crimée et a participé activement à la surveillance et au recensement des atteintes aux droits humains commises dans la péninsule. Il a été arrêté le 11 février 2016 et inculpé d’«appartenance à une organisation terroriste». Cet homme est un prisonnier d’opinion maintenu en détention provisoire depuis presque deux ans. Il est persécuté uniquement en raison de ses activités légitimes de défense des droits humains et parce qu’il a exprimé pacifiquement ses opinions. En décembre 2017, Emir-Ousseïn Koukou a été transféré de Crimée à Rostov-sur-le-Don, une ville du sud-ouest de la Russie, où il doit comparaître devant le tribunal militaire de district du Caucase du Nord. S’il est déclaré coupable, il encourt une peine de 25 ans d’emprisonnement. |

|  |
| --- |
| PROPOSITION ET REVENDICATIONS EN FRANÇAIS |
| Veuillez écrire une lettre courtoise en russe, en anglais ou en français aux autorités russes et demandez-leur d’abandonner les poursuites pénales engagées contre Emir-Ousseïn Koukou pour des accusations infondées et de le libérer immédiatement et sans condition. |
|  |
| 🡪 Vous trouverez un **modèle de lettre** en français à la **page 5**. |

**Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **LETTRE COURTOISE AU PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE** | | |
| Procureur général de la Fédération de Russie Yurii Yakovlevich Chaika Prosecutor General’s Office Ul. B. Dmitrovka, d. 15ª 125993 Moscow GSP-3 Russie  Fax : +7 495 987 5841 // +7 495 692 1725  **🡪** Formule d’appel : Dear Prosecutor General, / Monsieur le Procureur général, | | |
|  | | |
| COPIES À | | |
| Médiatrice des droits humains de la Russie  Tatiana Nikolaevna Moskalkova Fax: +7 495 607 74-70 // +7 495 607 39 77 Facebook: [www.facebook.com/ombudsmanru](http://www.facebook.com/ombudsmanru) | Ambassade de l'Ukraine Feldeggweg 5 3005 Berne Fax: 031 351 64 16 E-mail: [emb\_ch@mfa.gov.ua](mailto:emb_ch@mfa.gov.ua) | Ambassade de la Fédération de Russie Brunnadernrain 37 3006 Berne Fax: 031 352 55 95 E-mail: [rusbotschaft@bluewin.ch](mailto:rusbotschaft@bluewin.ch) |

Expéditeur:

President **Salva Kiir Mayardit**

c./o. Permanent Mission of the Republic **of South Sudan** to the United Nations

336 East 45th Street

5th Floor

New York, NY 10017

USA

Lieu et date :

SUJET: Dong Samuel Luak et Aggrey Ezbon Idri

Monsieur le Président,

Les deux hommes sud-soudanais, Dong Samuel Luak et Aggrey Ezbon Idri, ont disparu à Nairobi en janvier 2017.

Selon des sources dignes de foi, ces deux hommes ont été détenus par les autorités kenyanes.

Amnesty International a obtenu confirmation que les deux hommes ont ensuite été placés en détention dans une prison à Djouba, au Soudan du Sud.

Je suis très préoccupé·e par cette situation et je vous appelle, Monsieur le Président, à **révéler où se trouvent Dong Samuel Luak et Aggrey Ezbon Idri** et à veiller à **qu’ils puissent contacter leurs proches et les avocats** de leur choix.

Je vous prie instamment de **justifier publiquement la détention de ces deux hommes**, s’ils sont détenus, en démontrant son fondement juridique, ou de les libérer sans délai.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l’expression de ma haute considération.

Expéditeur:

President **H.E Uhuru Kenyatta**

Office of the President

Harambee Avenue

Nairobi

KENYA

Lieu et date :

SUJET: Dong Samuel Luak et Aggrey Ezbon Idri

Monsieur le Président,

Les deux hommes sud-soudanais, Dong Samuel Luak et Aggrey Ezbon Idri, ont disparu à Nairobi en janvier 2017.

Selon des sources dignes de foi, ces deux hommes ont été détenus par les autorités kenyanes.

Amnesty International a obtenu confirmation que les deux hommes ont ensuite été placés en détention dans une prison à Djouba, au Soudan du Sud.

Je suis très préoccupé·e par cette situation et je vous appelle, Monsieur le Président, à **révéler où se trouvent Dong Samuel Luak et Aggrey Ezbon Idri** et à veiller à **qu’ils puissent contacter leurs proches et les avocats** de leur choix.

Je vous prie instamment de **justifier publiquement la détention de ces deux hommes**, s’ils sont détenus, en démontrant son fondement juridique, ou de les libérer sans délai.

Je vous demande de **diligenter sans délai une enquête efficace et impartiale sur les circonstances de la disparition des deux hommes** et d’amener les responsables présumés à rendre des comptes.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République du Kenya, Portland Place 45, GB-Londres W1B 1AS

Fax: 004420 / 73 23 67 17 . E-mail: kcomm45@aol.com

Expéditeur:

Procureur général de la Fédération de Russie

Yurii Yakovlevich Chaika

Prosecutor General’s Office

Ul. B. Dmitrovka, d. 15ª

125993 Moscow GSP-3

Russie

Lieu et date :

SUJET: EMIR-OUSSEÏN KOUKOU

Monsieur le Procureur général,

Emir-Ousseïn Koukou est un défenseur des droits humains de Crimée. Membre du Groupe de contact de Crimée pour les droits de l’homme depuis 2014, Emir-Ousseïn Koukou s’est opposé pacifiquement à l’occupation russe de la Crimée et a participé activement à la surveillance et au recensement des atteintes aux droits humains commises dans la péninsule.

Il a été arrêté le 11 février 2016 et inculpé d’«appartenance à une organisation terroriste». En décembre 2017, Emir-Ousseïn Koukou a été transféré de Crimée à Rostov-sur-le-Don, une ville du sud-ouest de la Russie, où il doit comparaître devant le tribunal militaire de district du Caucase du Nord.

S’il est déclaré coupable, il encourt une peine de 25 ans d’emprisonnement.

**Emir-Ousseïn Koukou est un prisonnier d’opinion** maintenu en détention provisoire depuis presque deux ans et persécuté uniquement en raison de ses activités légitimes de défense des droits humains et parce qu’il a exprimé pacifiquement ses opinions.

Je suis très préoccupé·e par cette situation et je vous demande, Monsieur le Procureur général, d’**abandonner les poursuites pénales engagées contre Emir-Ousseïn Koukou pour des accusations infondées et de le libérer immédiatement et sans condition**.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Procureur général, à l’expression de ma haute considération.

**Copies:**

* Médiatrice des droits humains de la Russie, Tatiana Nikolaevna Moskalkova  
  Fax: +7 495 607 74-70, +7 495 607 39 77 / Facebook: www.facebook.com/ombudsmanru
* Ambassade de l'Ukraine, Feldeggweg 5, 3005 Berne / Fax: 031 351 64 16 / E-mail: emb\_ch@mfa.gov.ua
* Ambassade de la Fédération de Russie, Brunnadernrain 37, 3006 Berne / Fax: 031 352 55 95 / E-mail: rusbotschaft@bluewin.ch